



# Malaise dans les provinces du Pakistan à l'approche des élections

*L'insurrection au Baloutchistan vient s'ajouter aux troubles le long de la frontière afghane*

PAR SAMINA AHMED

**La** politique fédérale au Pakistan reste dominée par les tensions entre ses six principaux groupes ethniques : les Pendjabis, les Sindhis, les Pachtounes, les Baloutches, les Seraikis et les Mouhajirs.

Ces frictions dégénèrent en des flambées de violence sporadique, ce qui attise dans plusieurs régions du pays un climat insurrectionnel, à l'instar de la rébellion armée qui s'éternise dans la province du Baloutchistan. Les tensions entre le gouvernement fédéral et l'opposition baloutche ont récemment pris un tournant plus inquiétant en raison de la réponse armée d'Islamabad au militantisme baloutche : le gouvernement central a refusé d'entreprendre des négociations sur l'autonomie politique et économique que revendiquent les Baloutches. Des actes de violence sont également perpétrés par des militants dans les zones tribales sous administration fédérale situées le long de la frontière afghane et dans la province du Sind.

Les problèmes auxquels le Pakistan doit actuellement faire face sont précisément ceux que le président Pervez Musharraf, alors chef des forces armées, avait promis de résoudre lorsqu'il a renversé le gouvernement légitime

le 12 octobre 1999. Justifiant son coup d'État par de prétendues réformes démocratiques — dont une plus large dévolution des compétences visant à donner suite aux revendications des régions — M. Musharraf s'était engagé à « renforcer la fédération, supprimer les frictions entre les provinces et restaurer la cohésion nationale » dans un Pakistan multiethnique et multireligieux. Il est loin d'y être parvenu. Près de huit ans plus tard, le pays se retrouve plus divisé que jamais puisque les Baloutches et les Sindhis, les communautés ethniques majoritaires dans le Baloutchistan et le Sind — deux des quatre provinces du Pakistan — contestent la légitimité d'un régime militaire dominé par les Pendjabis qui s'est approprié tous les pouvoirs.

La province du Sind semble aujourd'hui au bord de l'implosion et la situation risque de dégénérer en un conflit ethnique sanglant comparable à celui qui avait ravagé la région dans les années 1980, opposant les Sindhis aux Mouhajirs (réfugiés venus de l'Inde et parlant ourdou, la deuxième plus grande communauté ethnique du Sind). Et ce, alors que le centre doit déjà composer avec une rébellion encore modeste au Baloutchistan. Une certaine amertume se manifeste également quant au fait que le centre exploite les ressources naturelles du

Sind et du Baloutchistan, ainsi que celles de la Province de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP) à majorité pachtoune. Ajoutant à la confusion, la Cour suprême du Pakistan vient de suspendre la « Loi talibane » adoptée par le Parlement de cette province, un texte en vertu duquel un ministère doté de ses propres forces de police serait créé afin de faire respecter une application rigoureuse des valeurs morales islamiques. Par ailleurs, les combattants talibans en Afghanistan suscitent toujours autant de sympathie et de soutien dans la province du NWFP et dans les zones tribales voisines, une situation qui ne pourra pas être ignorée par M. Musharraf, ni par tout autre président du Pakistan. Une partie de la contestation dans le NWFP concerne les plans de développement élaborés par le pouvoir central, comme les projets de barrages géants qui devraient profiter en premier lieu au Pendjab, l'unité fédérale la plus peuplée du Pakistan et le principal vivier de forces armées au pouvoir. Mais si elles ne reçoivent jamais de réponses, les doléances des provinces et leurs revendications pour un renforcement de leur autonomie exécutive, législative et financière pourraient finir par ruiner la stabilité du pays.



Photo: REUTERS/Ali Imam

*M. Mohammad Akram Durrani (à gauche), ministre en chef de la province de la Frontière du Nord-Ouest, félicite son ministre de la Justice à la suite de l'adoption de la Loi talibane par l'assemblée législative de la province, une loi qui a ultérieurement été invalidée par la Cour suprême.*

**Samina Ahmed** est directrice de projet pour l'Asie du Sud-Est au International Crisis Group. Vivant à Islamabad au Pakistan, M<sup>me</sup> Ahmed possède un doctorat en sciences politiques de l'Université nationale d'Australie et a été chercheuse invitée à la Kennedy School of Government de l'Université de Harvard entre 1999 et 2001.

## Contrôle centralisé et conflits ethniques

Lors de l'accession du Pakistan à l'indépendance en 1947, l'idée d'un régime parlementaire associé à des principes fédéralistes a rallié tous les suffrages. Le pays était alors composé de quatre principaux groupes ethniques régionaux. Les Bengalis, représentant 56 pour cent de la population

totale, étaient établis dans l'est du pays et séparés de l'ouest par quelque 1 600 km de territoire indien. Quant à l'ouest du Pakistan, il abritait les Pendjabis, représentant 56 pour cent de la population de cette région, ainsi que les Sindhis, les Pachtoune et les Baloutches. Dans la province du Sind, les Mouhajirs (réfugiés de langue ourdou) formaient la majorité dans les centres urbains.

### Le fédéralisme sous la férule des militaires

Sept années de régime militaire n'ont fait qu'exacerber les clivages entre le centre et la périphérie. À la tête d'un système dominé par les Pendjabis, le président Musharraf est soupçonné d'avoir manipulé la Constitution et renié ses principes fédéralistes. Le président, pourtant le garant symbolique de la fédération, est aujourd'hui tout-puissant, et les fonctions du Parlement national sont devenues de simples formalités, ce qui prive les plus petites provinces de la voix qu'elles avaient réussi à faire entendre dans les forums démocratiques des années 1990. Le fait que M. Musharraf assume à la fois le rôle de président et de chef des forces armées a résulté en un système autoritaire et centralisé qui a privé les provinces des droits garantis par la Constitution de 1973, aussi imparfaits qu'ils aient pu se révéler.

Les petites provinces avaient supporté la répartition inégale des compétences opérée par la Constitution de 1973, argument pris qu'il devait s'agir d'une mesure transitoire. En raison des machinations politiques ourdies par les militaires, la lutte pour l'autonomie des provinces, qu'elle soit exécutive, législative, économique et sociale, est devenue beaucoup plus âpre. Les élections nationales de 2002, par exemple, ont été truquées de telle façon que le Parti du peuple du Pakistan (PPP), soutenu par les Sindhis, a été privé d'une majorité claire. De même, alors que le PPP était le plus important parti au sein du Parlement provincial du Sind au sortir des élections, M. Musharraf l'a empêché de former le gouvernement, lui préférant une alliance comprenant le MQM des Mouhajirs. Pris pour cible par les agences de sécurité et les partenaires du MQM de Musharraf, les Sindhis professent une aversion de plus en plus ouverte à l'égard des Mouhajirs et du gouvernement fédéral.

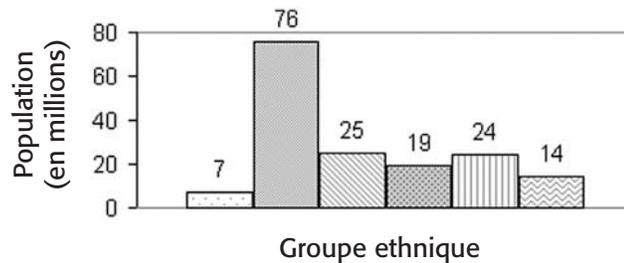
Au Sind, les tensions ethniques ne se sont pas encore transformées en conflit généralisé, mais la situation est tout autre au Baloutchistan. Abritant six pour cent seulement de la population nationale, il représente pourtant la plus grande province du Pakistan, couvrant 43 pour cent du territoire national. Modeste sur le plan du développement humain et des infrastructures, c'est la province la plus riche en ressources naturelles, subvenant à plus de 40 pour cent des besoins énergétiques du pays. Les Baloutches se montrent depuis toujours allergiques à toute exploitation de leurs ressources par le centre. Que celui-ci ait en plus refusé de lui accorder une certaine autonomie, voilà qui a suffi à déclencher une succession de conflits armés qui ne se calment que lorsque les partis baloutches peuvent participer à des forums démocratiques. Les Baloutches n'acceptent plus de se voir relégués au rang de partenaires de seconde zone au sein de la fédération, mais leur combat n'est pas de nature sécessionniste. Tant que la capitale restera sourde à leurs revendications en matière de droits politiques, économiques et sociaux, il est néanmoins à craindre qu'ils poursuivent leur lutte armée.

Des élections nationales seront tenues à la fin 2007, peu après l'échéance du mandat présidentiel de M. Musharraf. Des



### Groupes ethniques au Pakistan

□ Baloutches (sud-est du Baloutchistan)	▨ Pendjabis (province du Pendjab)
▤ Patchoune (au nord)	▩ Seraikis (province du Pendjab)
▧ Sindhis (province du Sind)	▦ Mouhajirs (province du Pendjab)



élections libres et équitables, dont la régularité serait garantie par la présence d'observateurs internationaux, pourraient aider à calmer les luttes ethniques et les tensions entre le centre et la périphérie.

Après avoir savouré plus de sept années d'un pouvoir absolu accompagné de toutes les prébendes qui s'y rattachent, M. Musharraf et sa clique de militaires semblent toutefois peu disposés à rentrer dans le rang. M. Musharraf justifie d'ores et déjà son intention de rester aux commandes, présentant sa double fonction de chef d'État et de chef des forces armées comme un impératif « d'unité de commandement » — un concept de nature militaire incongru en matière politique, et qui a déjà causé des dommages irréparables à une fédération vulnérable.

Suite à la page 8

## Malaise dans les provinces du Pakistan à l'approche des élections

Le président Musharraf et ses militaires seraient bien inspirés de tirer des enseignements de l'histoire troublée du Pakistan. Aurai-ils oublié que ce furent l'autoritarisme et la centralisation du gouvernement, venus s'ajouter au déni des droits provinciaux, et la guerre ethnique qui s'en est suivie, qui ont conduit au désastreux démembrement de 1971 ? Le cadre fédéral de la Constitution de 1973 semblait avoir donné un regain de vie à un État apparemment en pleine déliquescence, mais une série d'interventions militaires dont le régime de M. Musharraf marque le point culminant ont sévèrement émoussé le consensus entourant le partage du pouvoir. Aujourd'hui plus que jamais, la stabilité du pays dépend de la volonté d'Islamabad d'accorder de véritables compétences à ses unités constituantes. (9)

Les six principaux groupes ethniques du Pakistan :

- Baloutches : 7 millions, formant une majorité au sud et à l'est de la province du Baloutchistan. Langue : le baloutche
- Pendjabis : 76 millions, dont la plupart vivent dans la province multiethnique du Pendjab, laquelle abrite plus de la moitié de la population du pays. Langue : le pendjabi
- Pachtounes : 25 millions, formant une majorité dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest, dans les zones tribales sous administration fédérale, dans le nord de la province du Baloutchistan et dans les zones longeant la frontière afghane. Langue : le pachtou
- Seraikis : 19 millions, vivant principalement au Pendjab. Langue : le seraiki
- Sindhis : 24 millions, dont la majorité vit dans la province du Sind. Langue : le sindhi
- Mouhajirs : 14 millions, vivant essentiellement dans la province du Pendjab. Les Mouhajirs sont des réfugiés indo-musulmans venus de l'Inde après la partition de 1947. Langue : l'ourdou

La population du Pakistan était estimée à quelque 169 millions d'habitants en 2006.